

<https://divergences.be/spip.php?article4364>



¿Por Qué MAGA ?

- Aujourd'hui - 2025 - novembre 2025 -

Publication date: mercredi 29 octobre 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Dissent](#) Automne 2025

Les progressistes ne feront de progrès durables auprès des électeurs latino-américains que s'ils examinent non seulement pourquoi Trump était attrayant, mais aussi pourquoi la gauche ne l'était pas.



La dérive vers la droite des Latino-Américains, en particulier des hommes, lors de l'élection présidentielle de 2024 a choqué la classe politique. Selon les sondages sortis des urnes de NBC News, 54 % des hommes latino-américains et 39 % des femmes latino-américaines ont voté pour Donald Trump, ce qui a suffi à anéantir les espoirs d'une victoire in extremis des démocrates. Beaucoup ont été déconcertés : Trump n'était-il pas un xénophobe qui se réjouissait de séparer les familles, de dénigrer la diversité et de réduire les dépenses sociales ? Mais cela n'aurait pas dû être une surprise.

Après tout, il y avait déjà une légère tendance conservatrice dans le vote latino en 2020, mais elle avait été ignorée par certains consultants politiques. Pendant ce temps, tous ceux qui étaient à l'écoute pendant l'été 2024 entendaient les marmonnements des Latinos nés aux États-Unis et des immigrants résidents depuis longtemps dans le pays, qui se demandaient pourquoi la nouvelle vague de migrants de 2022 et 2023 bénéficiait d'un soutien « spécial », notamment une aide temporaire au logement à leur arrivée et des permis de travail pour ceux qui demandaient l'asile.

Cette impulsion anti-immigrés surprenante (pour certains) s'est ajoutée au malaise suscité par une économie qui semblait à la fois trop anémique et trop coûteuse. Les électeurs latino-américains sont majoritairement issus de la classe ouvrière et sont donc particulièrement sensibles aux ravages de l'inflation. Leur orientation de classe est également complexe, moins marquée par le ressentiment envers les riches que par le sentiment que le travail doit être récompensé. Ainsi, le statut de Trump en tant qu'homme d'affaires prospère – ou du moins le fait qu'il en ait incarné un à la télévision – n'est pas nécessairement un frein pour les électeurs hispaniques qui rêvent de créer leur propre petite entreprise.

La vague rouge latino a bien sûr été accueillie avec joie par les forces du MAGA : enfin, une percée auprès du groupe minoritaire le plus important et toujours en croissance du pays, qui pourrait entraîner un réalignement permanent d'une classe ouvrière de plus en plus multiculturelle derrière les principes conservateurs ou du moins trumpiens. En revanche, les résultats ont déçu les forces progressistes qui considéraient (et interprétaient de

manière erronée) depuis longtemps la population « latinx » à travers le prisme idéologique distant qui les avait amenées à adopter le mot « latinx », un terme qui, en 2023, n'était utilisé que par 4 % de la population concernée (75 % de ceux qui avaient effectivement entendu ce terme estimant qu'il ne devait pas être utilisé).

Pendant ce temps, certains analystes et personnalités politiques noirs ont déploré la défaite d'une femme noire face aux hommes bruns. L'analyse optimiste de Steve Phillips dans *Brown Is the New White* avait imaginé une nouvelle coalition arc-en-ciel de personnes de couleur s'unissant aux Blancs progressistes pour former une nouvelle majorité américaine. Mais apparemment, les hommes de couleur avaient plutôt dérivé vers les anciens Blancs, et certains Noirs américains estimaient que la terreur promise (et désormais effective) de Trump à l'encontre des immigrants était une juste punition pour un groupe qui avait mal tourné.

Qu'est-ce qui a mal tourné ?

Se demander ce qui a mal tourné revient à supposer qu'un résultat particulier fût prédéterminé en raison de la « latinité ». Cela occulte le fait que l'identité latino-américaine a toujours été construite, parfois par des entreprises médiatiques cherchant à créer un marché unifié de consommateurs provenant de nombreux pays différents, mais aussi par des entrepreneurs politiques, latino-américains et non latino-américains, cherchant à créer et à manipuler un sentiment de communauté au service de projets politiques particuliers.

En effet, la popularisation de l'appellation « hispanique » s'est produite lorsque Richard Nixon a rompu les relations du Parti républicain avec les électeurs noirs en adoptant la stratégie sudiste, qui visait à capter les démocrates blancs mécontents de la réforme des droits civiques. Alors que les républicains cherchaient un nouveau groupe minoritaire à courtiser – un groupe qui leur permettrait de recueillir de nouveaux votes auprès des Blancs mécontents tout en niant les accusations de racisme –, les « Hispaniques » se sont vu attribuer une nouvelle catégorie dans le recensement, un soutien aux petites entreprises et, finalement, une amnistie soutenue par Ronald Reagan au milieu des années 1980, qui a ouvert la voie à la citoyenneté pour une génération antérieure d'immigrants sans papiers.

Ces efforts auraient pu consolider une relation positive à l'égard de Reagan reste une icône pour de nombreux Mexicains-Américains plus âgés mais l'occasion d'un réalignement politique a été rapidement gâchée. Au moment où la majeure partie de la population nouvellement légalisée avait satisfait aux conditions de résidence pour devenir citoyenne, le gouverneur républicain de Californie, Pete Wilson, a terni l'image du parti en liant sa campagne de réélection de 1994 à la proposition 187, une mesure électorale à l'échelle de l'État qui menaçait de refuser des services essentiels aux personnes en situation irrégulière dans le pays.

L'initiative a été adoptée à une écrasante majorité (bien qu'elle ait ensuite été jugée inconstitutionnelle par un juge fédéral). Dans les années 1970 et 1980, près de la moitié des nouveaux immigrants arrivant aux États-Unis se sont installés dans le Golden State, provoquant un « choc migratoire » qui a ensuite alimenté la réélection de Trump en 2024. Mais la victoire de la proposition 187 a également déclenché une vague d'activisme latino, qui est survenue juste au moment où la Californie devenait un État à majorité minoritaire. Ce changement démographique a rendu l'idée d'une coalition des « personnes de couleur » non seulement viable, mais aussi politiquement pertinente. Les électeurs nouvellement naturalisés et nouvellement engagés ont apporté des changements : on a assisté à une forte augmentation du nombre d'élus latino-américains dans l'État, travaillant généralement en alliance avec les dirigeants politiques noirs, et la Californie a commencé à montrer la voie au pays en matière d'intégration des immigrants.

L'idée que les Latinos penchent généralement vers la gauche s'est renforcée dans les années 2010, lorsque l'attaque de l'Arizona contre les immigrants par le biais de la SB 1070 (connue sous le nom de « loi show me your papers », car elle obligeait les forces de l'ordre locales à demander le statut d'immigration lors des contrôles de routine) a provoqué une nouvelle vague d'activisme latino dans cet État. De 2008 à 2018, aucun candidat démocrate

n'a remporté d'élection à l'échelle de l'État en Arizona ; aujourd'hui, le gouverneur, les deux sénateurs, le secrétaire d'État et le procureur général sont tous démocrates, même si la législature de l'État est solidement entre les mains des républicains. En partie à cause de ces expériences dans le sud-ouest, et compte tenu de la traditionnelle couleur bleue des électeurs portoricains, beaucoup ont supposé que les Hispaniques étaient progressistes par défaut. (Les Cubano-Américains constituent une exception, même si Obama a fait une percée importante dans ce groupe et a suscité l'espoir d'un réalignement démocrate.)

Ainsi, peu de pronostiqueurs avaient prévu la quasi-victoire de Trump parmi les électeurs latino-américains. Ils pensaient sans doute qu'aucun Latino qui se respecte ne risquerait l'expulsion d'un être cher, la douleur de voir sa famille déchirée ou le coup dur des mesures coercitives qui renverraient les migrants dans des pays (et des prisons) d'où ils n'avaient pas émigré et qu'ils n'avaient même jamais visités.

Certains semblent croire qu'il suffit d'attendre que les électeurs regrettent leur choix pour ramener les Latinos et les autres dans le giron progressiste. Après tout, l'administration Trump a renoncé aux œufs bon marché et soutenu des droits de douane élevés. Elle a violé les procédures légales, célébré la cruauté et refusé le statut de protection aux Vénézuéliens et à d'autres qui espéraient être épargnés et que leurs pays d'origine, plutôt à gauche, ne soient pas attaqué. Elle a également proposé des réductions des dépenses publiques qui limiteront les opportunités pour les jeunes latino-américains, qui représentent aujourd'hui 26 % de tous les jeunes aux États-Unis, soit le double de la proportion de jeunes noirs.

Il est certain que le chaos qui règne actuellement dans les rues de Los Angeles devrait suffire à déclencher une remise en question des allégeances politiques. L'ICE a été déployée, en coopération avec d'autres agences fédérales, pour mener des raids qui sont plus susceptibles d'arrêter un laveur de voitures qui vit aux États-Unis depuis trente ans qu'un membre de gang récemment arrivé. Les membres de la communauté ont organisé des manifestations de masse et ont également réagi directement, en enregistrant les arrestations et en criant des obscénités aux agents masqués de l'ICE qui refusent de s'identifier.

Mais compter sur la colère et le ressentiment bouillonnant pour guérir le sentiment pro-Trump qui a infecté les électeurs latino-américains est, au mieux, réactif. Les progressistes ne feront de progrès durables auprès des électeurs latino-américains que si leur stratégie comprend un examen approfondi non seulement des raisons pour lesquelles Trump était attrayant, mais aussi des raisons pour lesquelles la gauche ne l'était pas. Cela nécessite d'aller au-delà de la campagne électorale pour s'attaquer à des tâches plus fondamentales telles que l'organisation communautaire, la sensibilisation et la formation d'alliances, qui relèvent du domaine des mouvements et non des entrepreneurs politiques ambitieux.

Disséquer l'identité

C'est dans le mouvement, et son absence, que se déterminent les mentalités politiques. La plupart des efforts électoraux partent du principe qu'il existe un groupe à mobiliser, à condition de pouvoir l'atteindre. C'est le fondement de la vision pérenne de la communauté latino-américaine comme un « géant endormi » qui peut être poussé vers la gauche avec juste ce qu'il faut pour le réveiller et le pousser à l'action. Mais cette ambition de reproduire efficacement l'impact de la proposition 187 est mal placée. Une communauté très diversifiée, fortement divisée à la fois par son pays d'origine et sa région de résidence, ne peut être tirée de sa torpeur politique avec une approche unique.

En revanche, l'organisation communautaire part du principe que l'identité doit être forgée et que de nombreuses identités différentes se solidifient en s'alliant à d'autres. Malheureusement, ce type d'organisation à la base s'est érodé aux États-Unis, ce qui pose un problème pour toutes les campagnes progressistes. Nous avons plutôt constaté un recours trop fréquent à la mobilisation, qui ne séduit que ceux qui sont déjà convaincus de se rendre à

une manifestation où le langage est correct, les slogans répétés et les questions réglées.

L'organisation est plus compliquée que cela. Elle implique des efforts individuels pour établir des relations en écoutant les expériences vécues, les opinions politiques et les perspectives racialisées qui peuvent initialement être dérangeantes. Pour communiquer, nous devons moins mettre l'accent sur des positions parfaites et des déclarations percutantes destinées à ceux qui sont déjà d'accord avec nous, et nous concentrer davantage sur l'intégration de nouveaux groupes (et sur les questions et les préjugés qui empêchent la formation de coalitions). C'est la seule façon de contrer la stratégie de division pour mieux régner que la droite exploite depuis longtemps. Pour la communauté latino-américaine, l'une des tâches essentielles à cet égard consiste à lutter contre l'anti-noir, ce mélange toxique de racisme et de colorisme qui persiste même si environ 5 % des Latino-Américains aux États-Unis s'identifient également comme noirs ou partiellement noirs dans les questionnaires du recensement.

Il existe de nombreux exemples montrant comment les organisateurs s'efforcent de rassembler de manière productive les communautés noires, brunes, asiatiques et autres. Mes propres recherches sur la formation de l'identité et de la politique latino-américaines dans le sud de Los Angeles montrent comment un travail de sensibilisation et d'organisation acharné a permis de transformer un ensemble de tensions initiales entre Noirs et Hispaniques au sujet de l'emploi et du logement – qui ont également donné lieu à des bagarres très médiatisées entre étudiants partageant (ou ne partageant pas) des locaux dans des écoles locales en pleine mutation – en coalitions durables luttant pour la justice et l'égalité des chances pour tous les habitants.

Ce résultat n'est pas le fruit d'une stratégie purement transactionnelle fondée sur des intérêts personnels étroits. Les organisateurs ont plutôt réussi à développer une solidarité locale dans laquelle l'identité latino-américaine a été façonnée par un sentiment de lutte commune avec les voisins afro-américains. Et cela ne concerne pas seulement Los Angeles. Dans son analyse des communautés latino-américaines en plein essor dans le sud des États-Unis, la sociologue Jennifer Jones souligne comment les expériences de racisme et d'exclusion ont conduit à un sentiment de « destin commun des minorités ». Ce résultat n'était pas automatique : il a nécessité des efforts de sensibilisation de la part des deux groupes, y compris des leaders afro-américains qui s'opposaient activement aux politiques et au discours anti-immigrés, et il a fallu travailler à une conscience politique commune, notamment en rassemblant les communautés par le biais des institutions religieuses. Comme elle le dit avec éloquence, « les démocrates peuvent construire une nouvelle coalition. Il leur suffit pour cela d'examiner les faits sur le terrain ».

Les raccourcis consistant à « aller voter » qui ne mobilisent les gens que pendant les élections ne peuvent remplacer le travail patient au sein des communautés qui permet de forger des relations durables. Les stratégies d'engagement électoral intégré (IVE), qui combinent une organisation communautaire tout au long de l'année et une politique électorale sensible au facteur temps, peuvent faire le pont entre ces deux mondes. Parfois appelées « démarchage approfondi », ces stratégies se sont avérées efficaces dans des endroits aussi variés que le Michigan, la Géorgie et la Virginie. En Californie, les efforts dévoués de l'IVE par des coalitions telles que le Million Voters Project ont été essentiels pour maintenir l'électorat latino du Golden State plus proche du côté progressiste de l'équation (même si, là aussi, Trump a réalisé des gains qui ont probablement contribué à faire perdre aux démocrates leur majorité à la Chambre). Conclusion : pour gagner le cœur et l'esprit des Latinos (et des autres), il faut moins de haute technologie et plus de contact humain.

C'est l'économie, Estúpido

Quel était donc l'attrait de Trump pour les Latinos ? En termes simples, il a su exprimer avec force les difficultés financières des gens. Pour de nombreux électeurs blancs, « l'inquiétude économique » n'était parfois qu'un prétexte pour se livrer à des craintes raciales, mais l'inflation, l'emploi et le coût du logement semblent avoir été au premier plan des préoccupations des électeurs latinos lorsqu'ils ont décidé de se boucher le nez et de voter.

Cette situation pourrait inciter à adopter une autre attitude attentiste : souligner les lacunes de Trump (les œufs ne sont-ils pas toujours chers ?), mettre l'accent sur l'impact disparate de ses politiques (les familles latino-américaines ne seront-elles pas encore plus touchées par les coupes dans Medicaid ?) et espérer que le géant latino-américain, longtemps endormi, se réveille enfin. C'est au moins une petite amélioration par rapport à l'approche démocrate précédente, qui consistait en fait à demander aux gens de croire les bonnes données économiques et non leur propre expérience, puis à leur présenter un PowerPoint sur les avantages de la politique industrielle post-néolibérale.

C'est bien sûr un peu compliqué, et cela n'a clairement pas fonctionné. L'un des problèmes est que lorsque les progressistes réfléchissent aux guerres culturelles, ils ont tendance à ne penser qu'aux questions de religion et d'ethnicité. Mais la classe sociale fait aussi partie de la culture. Par exemple, le débat sur l'expérience de la classe ouvrière blanche s'est enrichi en tenant compte non seulement de la perte de revenus due à la désindustrialisation, mais aussi de la perte concomitante de sens et d'estime de soi lorsque les emplois disparaissent. Cette compréhension peut être cruciale pour reconquérir le Midwest, mais elle l'est tout autant pour les identités et les priorités politiques des Latinos, qui sont définies non seulement par la langue et l'ascendance, mais aussi par la situation économique.

En effet, selon la définition de la « classe ouvrière » proposée par le Center for American Progress, qui se limite aux personnes ayant ou recherchant un emploi et ne possédant pas de diplôme universitaire de quatre ans, près de 80 % des Latinos appartiennent à la classe ouvrière, contre environ 70 % des Noirs américains et seulement 55 % des Blancs américains. La conclusion évidente est que toute conception d'une base ouvrière doit être multiraciale, mais la leçon plus subtile est que nous ignorons à nos risques politiques la manière dont la classe sociale détermine la culture et l'identité.

J'ai grandi dans une communauté multiraciale de classe ouvrière en Californie du Sud. Certaines valeurs clés communément admises nous définissaient, en particulier le lien avec le travail, l'artisanat et la solidarité. Cette dernière m'a été rappelée après que mon père ait subi un grave accident du travail, qui lui a coûté la majeure partie d'un poumon et a laissé notre famille à court de revenus et de nourriture. Lorsqu'il a enfin guéri, son syndicat était en grève. Naturellement, l'entreprise lui a demandé de reprendre le travail, espérant que la nécessité de subvenir à nos besoins le pousserait à accepter. Au lieu de cela, il s'est rendu directement au piquet de grève. Privés des indemnités de maladie versées par l'entreprise et dépendants des maigres fonds de grève, nous avions un peu faim, mais nous étions très fiers, et une leçon nous a été inculquée.

Tout comme les aliments que nous mangeons et les langues que nous parlons, la culture concerne les valeurs que nous partageons. Le message économique progressiste est souvent du genre « il y a assez de richesse pour tout le monde ». Mais un message plus convaincant, en particulier pour les Latinos qui aspirent à la mobilité sociale, pourrait être : « il y a assez de travail pour tout le monde ». Il existe suffisamment de moyens de gagner sa vie, de posséder des biens et de prospérer. La politique économique doit certes inclure un filet de sécurité, mais elle doit également fournir un tremplin à partir duquel le travail est récompensé à la fois par un salaire et par la dignité.

Il s'agit d'un problème général : les démocrates et les progressistes ont besoin d'un meilleur discours économique. La clé est de ne pas parler uniquement de redistribution, mais aussi de production et d'opportunités. Il est également essentiel de ne pas considérer les travailleurs uniquement comme des métallurgistes et des assembleurs automobiles touchés par la désindustrialisation, mais aussi comme des femmes de ménage, des jardiniers, des aides-soignants, des employés de service et d'autres personnes qui effectuent le travail de soutien et de soins qui nous aide tous à prospérer. Les Latinos sont un élément clé du projet de classe, et l'attention portée par les syndicats au cours des dernières décennies à la syndicalisation des travailleurs latinos est la bienvenue.

Mauvaise interprétation de la migration

En 2008, il y avait environ une fois et demie plus de jeunes citoyens latinos atteignant l'âge de 18 ans que d'immigrants latinos adultes naturalisés et ayant obtenu la citoyenneté. À l'époque, s'il fallait choisir entre se concentrer sur l'immigration ou, par exemple, sur l'éducation et l'économie, il était raisonnable de mettre au moins en partie l'accent sur les droits des immigrants. Mais ces dernières années, le nombre de jeunes citoyens latino-américains ayant obtenu le droit de vote en atteignant l'âge requis est environ trois fois supérieur au nombre d'immigrants latino-américains ayant obtenu le droit de vote en se naturalisant.

La démographie ne détermine pas toujours le destin, mais ces chiffres nous aident à comprendre pourquoi d'autres questions que l'immigration dominent la conscience des électeurs latino-américains. Un autre facteur est la récente vague d'immigration vers le pays. Malgré l'hystérie de Trump depuis dix ans au sujet de l'immigration, les flux vers les États-Unis en provenance du Mexique ont oscillé autour de zéro, c'est-à-dire qu'il y avait autant de Mexicains qui partaient que qui arrivaient, si l'on considère la période allant de 2005 jusqu'à juste avant la pandémie. De plus, jusqu'en 2021 environ, le nombre d'immigrants clandestins aux États-Unis a diminué de façon constante, en partie parce que la crise financière de 2008 a réduit les opportunités économiques et contraint les gens à retourner dans leur pays d'origine.

Cela signifie qu'en moyenne, ceux qui étaient ici y étaient depuis plus longtemps. En 1980 et 1990, moins de la moitié des immigrants latino-américains étaient dans le pays depuis plus de dix ans ; en 2021, près de 80 % des immigrants latino-américains y étaient depuis plus de dix ans. Ces immigrants installés de longue date sont devenus comme leurs voisins nés aux États-Unis : beaucoup ont regardé d'un mauvais œil l'afflux de migrants à la frontière entre 2021 et 2023, sous l'ère Biden, période durant laquelle la population sans papiers des États-Unis a augmenté d'environ 20 %.

Ce n'est pas seulement l'ampleur du changement qui a donné à réfléchir à certains immigrants latino-américains installés depuis longtemps, mais aussi le fait que beaucoup de nouveaux immigrants provenaient de pays d'origine plus récents, tels que le Venezuela et Haïti. Le discours sur le « désordre à la frontière » a également véhiculé une image de chaos qui a inspiré la peur et le manque d'empathie envers les nouveaux migrants. Et le fait que certains nouveaux arrivants aient reçu un soutien en tant que demandeurs d'asile a entraîné un changement d'opinion remarquable, même parmi les résidents sans papiers de longue date, qui ont souligné qu'ils s'étaient débrouillés sans cette aide. Cela a probablement influencé les membres de leur famille au statut mixte à se tourner vers la droite lorsqu'ils ont voté.

La situation actuelle a placé les groupes progressistes de défense des droits des immigrants dans une position inconfortable. Ils croient fondamentalement au droit des personnes à se déplacer vers de nouvelles opportunités, en particulier à une époque où le changement climatique force un exode mondial depuis les pays durement touchés par les ouragans, la sécheresse et la famine. Accepter davantage de migrants est tout à fait logique ; les États-Unis devraient être accueillants, en particulier compte tenu de leur rôle dans le réchauffement de la planète. Mais l'idée de « frontières ouvertes » – une politique qui n'est pas soutenue par les défenseurs sérieux, mais qui est clairement exploitée par leurs détracteurs peu sérieux et opportunistes – est difficile à vendre, même aux Latinos.

Selon un récent sondage commandé par UnidosUS et plusieurs autres organisations latino-américaines, un peu plus de la moitié seulement des Latinos sont favorables à l'octroi de la citoyenneté aux immigrants sans papiers qui vivent dans le pays depuis longtemps, tandis que près de la moitié sont favorables à la répression des « passeurs et trafiquants de drogue ». Mais lorsqu'on leur donne le choix entre expulser tous les immigrants sans papiers ou seulement les « criminels dangereux », plus des trois quarts des personnes interrogées choisissent la seconde option, ce qui suggère une réelle préoccupation pour la sécurité des frontières, mais aussi une grande empathie pour les résidents sans papiers qui vivent dans le pays depuis un certain temps.

Là encore, l'identité latino-américaine est complexe, contestée et constituée. Même avant que la vie des Latinos de

Los Angeles ne soit bouleversée par les raids imprudents de l'ICE, des signes indiquaient que les Latinos commençaient à penser que l'administration Trump allait trop loin dans ses activités de répression et que ses promesses de prospérité économique ne se concrétisaient pas. Mais tirer un réconfort politique de ce malaise communautaire, en pensant que cela fera certainement basculer les Latinos à nouveau vers la gauche, a longtemps été le talon d'Achille de ceux qui cherchent à organiser les Latinos.

Le simple fait de mobiliser les gens contre ce qui est menaçant chez l'autre camp ne vous permet pas d'obtenir une majorité qui vous restera fidèle à long terme. Pour cela, il faut proposer ce que l'on va renouveler, et pas seulement ce à quoi on va résister. La récente primaire municipale à New York, au cours de laquelle un progressiste sud-asiatique, Zohran Mamdani, a remporté les suffrages des Latinos et d'autres électeurs grâce non seulement à une bonne campagne sur le terrain et à des soutiens clés, mais aussi à une attention particulière portée à l'économie et à la qualité de vie, montre ce qu'il est possible de faire.

Mouvements et élan

En effet, les Latinos sont ouverts à un programme positif, progressiste et pratique. Des années de sondages en Californie montrent que les Latinos se soucient en réalité beaucoup plus du changement climatique que les résidents blancs de l'État. L'engagement en faveur de l'environnement est donc un argument de vente. La population latino-américaine est également disproportionnellement issue de la classe ouvrière : les opportunités économiques et l'équité, ainsi que l'accès à l'éducation et aux soins de santé, sont les principales préoccupations dans la plupart des enquêtes. Si l'ICE de Trump peut ramener provisoirement les Latinos dans le giron progressiste pour l'instant, le message central reste le même : courtiser les Latinos pour l'avenir est une affaire qui touche à de nombreux enjeux.

Il s'agit là d'une opportunité politique pour les progressistes qui se soucient de la planète, s'inquiètent des excès du capitalisme contemporain et croient en un rôle positif du gouvernement. Mais pour la saisir, les analystes doivent cesser de chercher à jeter le discrédit sur les lacunes de Kamala Harris – qui, après tout, pourraient être mieux adressées aux 60 % d'hommes blancs qui ont voté pour Trump – et chercher plutôt à comprendre pourquoi tant de Latinos et d'autres ont été séduits par un aspirant homme fort.

La réalité est que l'autoritarisme a séduit parce que notre économie fonctionne mal pour la plupart d'entre nous et que le blâme est la seule denrée en excès ; parce que nos mouvements ont été d'une ampleur insuffisante et que leur croissance récente a été entravée par des divisions internes, un relâchement dans la formation à l'organisation et un manque de compétences dans la construction de fronts populaires larges ; et parce que la politique actuelle fonctionne souvent selon des critères plus adaptés à la victoire électorale à court terme qu'à la conduite de mouvements durables à long terme.

Le travail difficile d'organisation d'un tel mouvement consiste à passer des enjeux à une vision et à convaincre les gens d'un objectif commun, qui les amène non seulement à se rendre aux urnes tous les quelques années, mais aussi à se battre pour le changement. C'est une tâche qui a été exacerbée par l'avènement du techno-autoritarisme, une ère dans laquelle la Silicon Valley n'est plus une source de technologie potentiellement libératrice, mais une source d'idées pour un contrôle total.

Les Latinos n'ont jamais été inactifs ; ils ont simplement été trop souvent ignorés et mal compris. Pour que le mouvement progressiste puisse non seulement résister à l'autoritarisme de droite, mais aussi renforcer son pouvoir en ce moment, il devra créer, et non présumer, une identité ; élaborer un programme économique qui corresponde à l'expérience vécue ; et offrir une vision d'opportunité, de communauté et de dignité qui transcende ce qui nous divise.

PS:

¿Por Qué MAGA ?

Manuel Pastor est professeur émérite de sociologie à l'Université de Californie du Sud, où il dirige l'Equity Research Institute et occupe la chaire Turpanjian en société civile et changement social.